



Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

GUATEMALA



D 2063 • Gt5

1-15 avril 1996

MOTS-CLEFS

Indiens
Culture autochtone
Identité
Reconnaissance publique
Droits de l'homme
Processus de paix
Violence
Impunité

UNE INTERVIEW DE RIGOBERTA MENCHÚ

Rigoberta Menchú est connue dans le monde entier parce qu'elle lutte en faveur des droits de l'homme, de la paix et des droits spécifiques des peuples indigènes. En 1992, elle a reçu le Prix Nobel de la paix (cf DIAL D 1729). Ce Prix Nobel fut considéré, à travers elle, comme un soutien à la lutte des peuples indigènes, comme une reconnaissance des victimes de la répression, du racisme et de la pauvreté sur le continent amérindien.

Elle est née en 1960 dans le village de Chimel situé sur la commune de Uspantán, El Quiché, Guatemala. Toute jeune, elle a travaillé à la campagne, et plus tard, dans la capitale, en tant qu'employée de maison. Elle a subi l'injustice, la misère, la répression et la discrimination dont souffrent les indigènes du Guatemala. Plusieurs membres de sa famille furent séquestrés, torturés et assassinés par

les forces de la répression. Comme elle-même faisait l'objet de poursuites, en 1980 elle dut s'exiler au Mexique. De formation autodidacte, elle s'est révélée comme un chef naturel, dotée d'une grande intelligence. Elle a participé à des organisations populaires qui se proposent de défendre les droits des peuples indigènes et de promouvoir leurs valeurs.

Rigoberta Menchú présente ici sa conception de la lutte pour les peuples indigènes, son analyse de la situation au Guatemala et dessine les grands chantiers sur lesquels il faut travailler pour un nouvel avenir dans ce pays. Interview parue dans Voces del Tiempo, octobre-décembre 1995 (revue trimestrielle publiée par la Société pour l'étude de la religion au Guatemala, Guatemala Ciudad).

Quel sens a pour le peuple du Guatemala le fait que vous ayez reçu le Prix Nobel de la Paix en 1992, et quelle signification cet événement a-t-il aujourd'hui ?

Le Prix Nobel m'est toujours apparu comme un hommage rendu au Guatemala, un hommage rendu aux victimes et à toutes les personnes qui ont subi les conséquences les plus graves de la violence dans les dernières décennies et particulièrement dans la dernière. J'ai vu dans ce Prix

Nobel un hommage rendu à ces victimes afin que nul ne les oublie, ni les Guatémaltèques, ni les Latino-américains, ni le reste de l'humanité.

Nous parlons de réconciliation, de construction du futur ; nous avons des aspirations ; mais souvent, nous n'avons pas idée des abîmes que la violence, la guerre engendrent pour les familles les plus humbles, surtout si elles ont dû, pour survivre, abandonner leurs foyers, leur pays. On ne m'a pas décerné le Prix Nobel parce que

j'aurais d'autres talents, mais parce que j'appartiens à un peuple chargé d'histoire qui a beaucoup souffert et qui lutte pour sortir de sa marginalité. Bien des gens estimaient la culture originale de notre peuple, culture millénaire, mais il l'appréciaient comme un mythe, comme des ruines ou un legs historique ; il ne la reconnaissaient pas comme actuelle. Le Prix Nobel inscrit le nom des peuples indigènes à l'ordre du jour et invite à connaître l'actualité de leurs cultures.

Cela m'est paru de façon notoire parce que, au moment où j'ai reçu le Nobel, s'est ouverte toute grande la porte qui a permis d'instituer l'Année internationale des peuples indigènes, et ensuite, la Décennie internationale des peuples indigènes, décennie approuvée par 185 États dans le monde. Cette décennie devrait nous permettre de découvrir les chemins de l'entente et de la concorde, ainsi que les voies de la réconciliation entre nos cultures ; peut-être arriverons-nous à trouver des voies pour affronter le racisme et tous ces méfaits quotidiens dont nous avons souffert, nous les indigènes, et qui visaient à sous-estimer nos capacités. Je crois donc qu'il s'agit là d'un fait symbolique de grande envergure et qui restera à jamais gravé dans la mémoire de nos peuples ; on ne pourra sans doute pas en dire autant des autres conséquences qui découleront du Prix Nobel. Une chose est le fait précis qui a eu lieu le 12 octobre 1992, date qui, pour les peuples d'Amérique, est tellement pleine de sens. Autre chose est ce que nous pourrions construire à partir de ce Prix Nobel, les pistes de travail que nous explorerons, en étant pleinement convaincus qu'un Prix Nobel s'étend sur une vie et ne s'épuise pas en une ou deux années ni même en une décennie.

Le Prix Nobel représente pour les peuples indigènes un appel à la vie, un appel à la dignité dans la mesure où on a participé à une célébration mondiale qui ouvre des portes. Le prix Nobel ouvre beaucoup de portes. Ce qui continue à me faire très mal, c'est que le traitement réservé aux indigènes ne soit pas identique à celui qu'on me réserve à moi. Beaucoup de gouvernements ont avec moi des liens de grande amitié, ils m'estiment, me soutiennent, m'encouragent ; mais, dans leurs pays respectifs, ils n'accordent pas le même appui ni les mêmes encouragements aux chefs des communautés, à ces gens qui, au niveau local, font preuve de tant de créativité.

Je crois également qu'on ne peut pas s'imaginer que, par le seul effet du Prix Nobel ou en vertu des bonnes relations qu'on entretient avec une indigène, on s'acquitte de la dette

morale, éthique et historique contractée à l'égard des peuples indigènes. Il faut modifier ce système et ces lois. Il faut créer de nouvelles normes, il faut ouvrir de nouvelles perspectives à la société pour que les relations fraternelles entre les cultures y trouvent leur place, pour que nous parvenions à nous accepter mutuellement et pleinement sans que nul ne soit obligé de renoncer à sa propre identité. C'est

désormais plus ouvertes.

Les changements les plus notoires qui se sont produits au Guatemala ne sont pas dus au Prix Nobel mais aux dernières luttes, à l'obstination et aux convictions des indigènes ; d'une manière ou d'une autre, ils rêvent de liberté, de changements, d'une vie épanouissante. Ils ont également rêvé que les ressources naturelles de ce pays reviennent un jour à notre peuple

**On ne m'a pas décerné le Prix Nobel
parce que j'aurais d'autres talents, mais parce que
j'appartiens à un peuple chargé d'histoire qui a beaucoup
souffert et qui lutte pour sortir de sa marginalité.**

tout un processus à mettre en oeuvre. Il ne faut pas attendre qu'il y ait un autre Prix Nobel, il est nécessaire de créer maintenant des nouvelles conditions pour les peuples indigènes tant sur le plan économique que politique ou religieux ; il faut faire en sorte que soit créée une réalité différente par l'harmonie sociale, par la contribution scientifique et technologique au devenir de l'humanité. Je crois profondément que les peuples indigènes peuvent apporter beaucoup, qu'ils peuvent enrichir la pensée mais qu'ils ont aussi beaucoup d'oeuvres à construire qui font également partie du patrimoine de l'humanité. Le Prix Nobel a provoqué le réveil de certaines consciences.

Que représente dans l'actualité le Prix Nobel ? Dans l'actualité guatémaltèque, le Nobel a permis la création de nouveaux espaces, il a contribué à changer la mentalité de certaines personnes qui auparavant regardaient les indigènes avec mépris. Parce qu'il fallait féliciter une lauréate du Prix Nobel, les mentalités ont évolué. Je ne suis pas certaine que beaucoup d'individus, beaucoup de communautés guatémaltèques aient changé en découvrant que leur pays était habité par un peuple magnifique riche d'une culture millénaire, un peuple très respecté par la communauté internationale, mais je crois que certaines mentalités sont

et que leurs enfants puissent recevoir une bonne éducation, jouir d'une bonne santé et du droit à la vie. Je crois que les indigènes de notre pays ont toujours fait preuve de bon sens. Cette année, précisément, j'ai parcouru presque tout le territoire national, des villages les plus grands aux plus petits ; parfois je me suis trouvée incognito sur un marché ou dans un quartier de village. Les gens font montre d'un grand dynamisme, ils sont actifs, entreprenants, prêts à faire des efforts, ils sont pleins d'espoir.

Bien des choses ont changé au Guatemala. Je reviens d'exil après 14 ans pendant lesquels j'ai rêvé du Guatemala et travaillé pour le Guatemala. Ma seule raison de vivre était d'espérer qu'un jour le Guatemala puisse être un beau pays où l'on pourrait vivre dans la tranquillité. À mon retour d'exil, j'ai trouvé un pays normal en ce sens que les femmes y sont actives, elles tiennent leurs petits commerces, elles prennent des initiatives pour survivre sur le plan économique. Il y a également des professionnels très actifs. Il y a une jeunesse indigène très fière de son identité, mais très inquiète en raison de ce qu'elle est en train de découvrir. Le plus important, c'est que cette jeunesse tienne en grande estime sa propre langue et sa propre pensée. C'est là une source d'espoir. Il n'y a pas que de

mauvaises choses au Guatemala. Hélas, il est vrai qu'il y perdure un climat de violence, de violation des droits de l'homme, de corruption... qui semble anéantir tous les efforts de notre peuple pour s'organiser et progresser. Je crois qu'un jour viendra où tous ces éléments positifs triompheront des mauvaises choses.

Quels sont les plus grands obstacles au rétablissement de la paix au Guatemala ?

En premier lieu, la violation des droits de l'homme, et en particulier la violation du droit à la vie. Chaque semaine apporte sa tragédie dans la mesure où une multitude de cadavres apparaissent en divers endroits du pays. Chaque fois que nous sortons dans la rue, nous avons peur car nous ne savons pas si l'individu qui est en train de mal agir est un délinquant de droit commun ou s'il appartient à des groupes paramilitaires. Je crois vraiment que tout cela n'a rien à voir avec la paix. La paix est un climat tel que tout citoyen peut respirer chaque jour en toute tranquillité. La violence est un facteur négatif qui affecte le processus de paix et surtout qui détruit le climat de paix. Une chose est la cessation du conflit armé comme c'est le cas au Guatemala, et autre chose le climat de paix dont le peuple a besoin.

Par ailleurs, je considère que la lutte contre l'impunité est très importante. Car l'impunité ne consiste pas seulement dans le fait de savoir si une cause sera ou non présentée devant le tribunal, si les responsables de crimes seront punis ou non ; elle fait trembler le système légal. Actuellement, bien des personnes sont incarcérées pour avoir volé dans la rue un chewing-gum ou un biscuit ou quelque chose d'autre afin de survivre parce qu'elles avaient faim. Par contre, bien des assassins qui ont tué avec des fusils, qui ont fait du crime une stratégie de vie ou une profession, y compris en s'abritant derrière les institutions, ne sont pas en prison, mais en liberté. Nous autres qui croyons que le chemin légal et institutionnel est la voie normale vers la démocratie, nous devons faire un très grand acte de foi. Au Guatemala, il y a

de nombreuses murailles élevées, qui peuvent empêcher l'avènement d'un avenir différent.

L'impunité suppose également un manquement à l'éthique professionnelle de la part de tous, depuis le juge, l'avocat, les témoins, les officiers qui interviennent pour imposer l'impunité, jusqu'au médecin qui doit signer le procès-verbal d'une autopsie. Beaucoup de médecins légistes apposent leur signature suivant les besoins du service auquel ils appartiennent ou pour être agréables à celui qui leur versera le plus d'argent en échange de cette preuve légale. Tout cela constitue une immense machine qui s'étend jusqu'aux plus petits des acteurs de l'impunité. La plupart d'entre eux se trouvent dans les mairies en tant qu'anciens commissaires militaires ou responsables de la PAC¹. Si l'appareil supérieur de la justice fonctionnait

indigènes ; les assassins et les soldats qui tiraient étaient indigènes. Tout ceci me préoccupe et me fait très mal. Nous devons réfléchir aux causes qui engendrent les conflits afin de pouvoir construire la paix.

Je suis également préoccupée par le fait que les **Accords de paix** signés entre l'URNG³ et le gouvernement ne sont pas appliqués. Il faut que le nouveau gouvernement s'engage sérieusement à appliquer ces Accords de paix. Les appliquer ne signifie pas obéir à une raison de convenance ou de conjoncture, comme cela s'est passé jusqu'alors. Les gouvernants promettent de respecter les accords si la conjoncture les oblige à se prononcer, mais à partir du moment où d'autres secteurs trouvent que la conjoncture ne leur est pas assez favorable, alors ils en font un chiffon de papier comme ils l'ont fait pour bien d'autres pro-

Une chose est la cessation du conflit armé comme c'est le cas au Guatemala, et autre chose le climat de paix dont le peuple a besoin.

bien, je pense qu'il serait possible de l'assainir et d'appliquer la loi de façon générale à tous les responsables de l'impunité. Je suis de près cette question car si la justice du Guatemala n'est pas transparente, c'est toujours le pauvre, l'indigène qui seront punis. On se saisit par la force de l'indigène pour l'incorporer à l'armée ; à la caserne, on lui apprend à tuer ; ensuite le voilà qui abuse de la population, il tue et puis il est puni. Mais on ne sanctionne jamais ceux qui ne font pas partie des pauvres, des indigènes ou qui occupent de hautes fonctions. Je puis en témoigner personnellement. Le massacre qui eut lieu à Xamán le 5 octobre 1995², en est un terrible exemple : ce jour-là, victimes et bourreaux étaient

1. PAC : Patrouilles armées civiles (NdT).

2. Le 5 octobre 1995, une patrouille militaire a attaqué une communauté d'anciens exilés Guatémaltèques et a fait 11 morts et plus d'une vingtaine de blessés (NdT).

messes.

S'il existe des garanties qui permettent à ceux qui sont impliqués dans le conflit armé interne de vivre en toute tranquillité, le Guatemala connaîtra certainement la paix. Mais si ces garanties n'existent pas, il en est plus d'un qui hésitera avant de s'engager dans l'action d'une manière ou d'une autre. Alors, la question de la réconciliation et des droits de l'homme et celle de la pacification en général, qui sont des questions sérieuses, continueront d'être l'objet de polémiques et d'affrontement social. Ce sont là de grands défis. Il y en a évidemment bien d'autres, sur les plans économique, social, politique, culturel... par exemple que les candidats tiennent leurs promesses, qu'ils ne trompent pas les gens, que la population n'ait pas toujours le sentiment d'être leur-

3. URNG : Union révolutionnaire nationale guatémaltèque.

rée, frustrée, mais qu'elle voit se réaliser des faits concrets, des oeuvres sociales. Quand je songe par exemple à l'état des routes, si je prends celle qui va de Santa Cruz à Uspantán, mon pays, cette route est actuellement exactement telle qu'elle était à l'époque de ma naissance et de mon enfance, ou pire encore. Et, comme disent les gens, les candidats à la présidence ont fait promesses sur promesses mais n'ont jamais fait faire les travaux. Comment pourrions-nous faire pour que les politiques tiennent leurs promesses et qu'on voie en cela l'effort de toute la population ? Au Guatemala, les politiques n'ont pas les capacités nécessaires pour faire tout ce qu'ils promettent. Ils n'ont pas de plan de gouvernement. Comment pourrions-nous exiger des gouvernants, des ministères, qu'ils présentent à la population leur plan de gouvernement et que la population le complète, le juge ou propose d'autres idées ? Le problème de nos gouvernants, c'est que, quand ils doivent affronter des difficultés, ils rejettent la faute sur leurs prédécesseurs ou sur l'opposition et ainsi ils ont l'esprit en paix. Lorsqu'ils cessent leurs fonctions, ils aspirent à exercer d'autres mandats publics, au plan national ou international, ce qui fait qu'ils occupent à nouveau des postes qu'on devrait confier à des gens plus jeunes.

Quelles politiques et quels programmes pensez-vous que le prochain gouvernement devra mettre en place pour avancer vers la paix ?

Le défi du prochain gouvernement sera d'affronter les obstacles qui empêchent aujourd'hui l'instauration de la paix au Guatemala. Mais il est une autre question fondamentale que nous devons aborder, celle qui consiste à créer **les instruments qui rendront viable l'Accord sur l'identité des peuples indigènes**. Non seulement les indigènes du Guatemala sont doués de facultés leur permettant de participer à l'administration publique, mais ils ont aussi de solides expériences ; ils font preuve d'initiative en ce sens et sont déterminés. En l'an 2000, nous devons avoir un pourcen-

tage élevé d'indigènes au Congrès de la République, ils devront participer de façon significative à l'administration publique en général : dans les mairies, les conseils municipaux... Cela ne pourra se faire que si nous disposons d'instruments légaux permettant cette avancée. Si l'on ne met pas en place **une réforme de la loi électorale et de la loi des partis**, les élections de l'an 2000 devront affronter des situations conflictuelles. Les Accords de paix doivent être accompagnés d'instruments qui les rendent viables, car il est inutile de signer des accords porteurs de beaucoup d'aspirations et d'utopies s'ils ne sont pas viables. Si nous ne disposons ni d'institutions ni de mécanismes qui les rendent possibles, ces Accords resteront lettre morte.

Ceci est un grand défi car ce ne sont pas les travaux de réflexion qui nous manquent au Guatemala. Nous avons des scientifiques, des analystes très perspicaces qui peuvent participer à l'élaboration d'un plan de gouvernement. Nous avons beaucoup de chercheurs qui préparent l'avenir du Guatemala. Ils contribuent à l'activité de tous les secteurs, inlassablement ils remettent en question les défauts de

tauration d'un climat de paix. A côté des apports que nous autres, citoyens, pouvons faire, il incombe à l'État de s'acquitter de tâches précises.

Quelles sont, à votre avis, les tâches concrètes qui devront être réalisées à partir des communautés populaires, pour construire la paix au Guatemala ?

La première tâche concrète que nous devons mener à bien est d'**encourager les initiatives qui existent déjà**. Nous avons tendance à bâtir de nouveaux projets, et nous avons raison. Mais, parfois, nous avons aussi tendance à éliminer ce que nous avons déjà construit.

Et d'abord, nous devons reconstruire la communauté. La valeur la plus sûre pour l'avenir du peuple guatémaltèque consiste dans la réanimation de la communauté. Quand la communauté était respectée, il y avait un équilibre. Il y avait même un jugement de la communauté sur la façon de résoudre les problèmes ; nous pouvions promouvoir beaucoup d'initiatives sans avoir nécessairement besoin pour cela des grandes ressources qui sont gaspillées dans le monde entier. L'esprit de la communauté lui permet de

**Nous devons reconstruire la communauté.
La valeur la plus sûre pour l'avenir du peuple guatémaltèque
consiste dans la réanimation de la communauté.**

notre système et élaborent une réflexion critique à partir des problèmes que nous affrontons.

Il nous appartient donc de mettre en place les mécanismes qui permettront la viabilité de toutes ces aspirations. En tant que société civile, nous avons nos propres objectifs. La campagne de citoyenneté que nous sommes en train de promouvoir se situe dans cette grande perspective : elle doit parcourir un long chemin afin de contribuer à augmenter la capacité de gouverner du Guatemala, afin de créer des institutions qui soient viables en démocratie et qui permettent, dans l'avenir, l'ins-

résoudre bien des problèmes à l'échelle locale, et ce, grâce au respect de nos responsables locaux.

Je me souviens que dans ma jeunesse, voici quelques années, les chefs de la communauté n'étaient pas imposés, mais ils étaient élus par la communauté. Ces chefs obéissaient en tant qu'acteurs sociaux en rendant un service à la communauté. C'est pourquoi, ils étaient des chefs. Je pense que les grands défis consistent à encourager **nos propres initiatives communautaires, par exemple, nos coopératives, nos formations musicales...** Toute initiative émanant d'une analyse

de la communauté présente une grande valeur pour l'avenir du Guatemala et de l'humanité. Dans la plupart des pays du monde, on a perdu le sens de la sensibilité collective. C'est la raison pour laquelle chaque individu veut faire fortune, même s'il lui faut pour cela bafouer le droit de tous.

Je perçois un autre défi pour la communauté : c'est celui qui consiste à **encourager les autorités locales, telles que mairies, comités civils, groupes, associations qui réalisent un travail important et doivent rendre service à la communauté.** Si nous réussissons à ce que de bons maires trouvent le moyen de travailler avec les différentes formes d'association sociale pour qu'elles s'intègrent au sein d'une autorité partagée par tous, notre avenir sera plein d'espoir. Car il y a des maires corrompus qui ont été imposés par des amis très influents qui les soutiennent afin qu'ensuite ils défendent leurs intérêts, et qui passent leur temps à essayer de voler aux paysans qui vivent dans ces régions et leurs terres et leurs titres. Si de notre côté, nous donnons l'exemple d'une vie communautaire, nous aurons plus de courage et de force pour exiger des autorités qu'elles répondent aux attentes de la communauté.

Notre peuple est plein de projets. Dans les années à venir, nous devons promouvoir la **protection de l'art guatémaltèque**, comme par exemple le tissage. Nous n'allons pas permettre que l'on augmente le prix du fil. Il faut

imposer une réglementation dans les plus brefs délais, afin que ne disparaissent pas de notre pays les tissus multicolores, car ils constituent non seulement l'héritage des mayas mais encore le patrimoine de tous les indigènes de notre continent.

La façon dont nous devons affronter le sectarisme et l'individualisme constitue une autre de nos préoccupations ; chacun pense que sa façon de voir est la meilleure, et il devient ainsi incapable d'apprécier les autres puisqu'il pense détenir la vérité absolue. Cette mentalité nous a valu un pays déchiré par les conflits, les confrontations, la guerre. Lorsque nous parviendrons à respecter nos diversités et nos différences, lorsque nous estimerons que le travail de chacun est important, alors nous serons en train de construire la paix. Il faut que nous, Guatémaltèques, parvenions à vaincre notre orgueil personnel et institutionnel. Je suis convaincue que bien peu d'entre nous échappent à ce désir de jouer un rôle important, d'être les uniques porte-parole de plusieurs millions de Guatémaltèques. Il est urgent de promouvoir une unité basée sur le respect de la diversité. L'unité ne signifie pas que je doive penser exactement la même chose que le voisin.

Il est encore une autre tâche importante : **aider notre peuple à se munir de papiers d'identité.** Cinquante pour cent des femmes n'ont pas de carte d'identité, ni de papiers officiels ; elles ne sont ni déclarées, ni encore moins

inscrites sur les listes officielles. Nous devons remédier à cette situation au cours des dix prochaines années. La décennie à venir doit être pour nous celle d'une avancée dans la voie de la **participation citoyenne pleine et active.** J'espère qu'à nous tous, nous réactiverons les valeurs communautaires de notre peuple, que nous travaillerons à la construction d'un avenir différent, que nous développerons tout ce qui est positif pour la jeunesse. Je rencontre des enfants qui me posent toujours la même question : pourquoi parlez-vous continuellement de douleur, d'une grande tristesse ? Et jusqu'à quand ? Et c'est vrai. Si je communique à mes enfants mon angoisse, le sentiment que j'ai d'être une victime, de faire partie des plus démunis et des plus pauvres, plus tard ces enfants auront eux aussi le sentiment d'être des victimes sur la terre. Mais si je leur inculque la valeur d'une culture millénaire, la grandeur et l'importance des cultures et de l'être humain en soi, la bonté dont nous sommes capables quand nous nous le proposons, alors plus tard ces enfants auront ces mêmes pensées. Notre jeunesse doit avoir sa place dans tout ce que nous faisons. Voilà encore un autre défi que nous devons relever : comment **transmettre à notre jeunesse une vision plus positive de notre histoire.**

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

**Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.**